

et de contenter les uns sans donner aux autres motif de se détacher de lui. M. Luzzatti est depuis l'ère chrétienne le premier ministre juif. Pour la première fois, un fils d'Israël a dans ses mains le sort d'une grande nation catholique. C'est là un symptôme des temps ; et les feuilles juives n'ont point manqué d'emboucher les trompettes du Temple pour faire savoir au monde entier cette victoire inespérée, gage d'autres succès.

— Le projet présenté par M. Credaro, ministre de l'Instruction Publique, substituait pour l'enseignement l'État aux communes et aux provinces ; cela n'avait l'air de rien et c'était énorme. D'abord cela diminuait l'autorité communale et la remplaçait par une centralisation qui pouvait facilement dégénérer en tyrannie. La France nous en offre assez d'exemples pour nous dispenser de fournir d'autres preuves. L'État se substituant aux communes arrivait forcément à leur imposer sa neutralité c'est-à-dire son hostilité, actuellement latente, déclaré demain, contre la religion de Notre-Seigneur. Qu'il y eut quelque chose à changer dans l'organisation de l'enseignement en Italie cela ne fait pas l'objet d'un doute. Les Italiens, qui avaient tant crié contre les gouvernements qu'ils avaient remplacés par la révolution organisée, qui leur reprochaient si vivement « l'obscurantisme voulu dans laquelle ils tenaient les peuples pour mieux les asservir », n'ont pas pas été de meilleurs maîtres. Après cinquante ans de domination incontestée (je ne dirai pas incontestable) l'Italie est encore au point de vue de l'analphabétisme la dernière de l'Europe. Elle est même au-dessous de l'Espagne. Cela prouve au moins la vérité du proverbe : *La critique est aisée, mais l'art est difficile.*

— Il y avait donc non seulement quelque chose mais beaucoup à faire. Et c'est ce qui a servi de tremplin pour une réforme qui, dans la pensée du ministre, devait aboutir à l'Instruction laïque, gratuite et obligatoire. La laïcité était d'ailleur